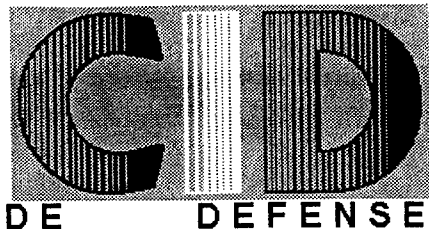


COLLEGE INTERARMEES



EPO N° B 14

ÉTUDE PARTICULIERE A OPTION

LA RAISON DES CONFLITS : RUANDA ET SOMALIE
DETERMINANTS FONDAMENTAUX
GÉOPOLITIQUE
REPRESENTATIONS

SOUS LA DIRECTION DU GENERAL COT

MEMBRES DU COMITE

**LCL GAGNEUX
CDT SARHI (MAROC)
CBA BOUTELLA
LCL CHAVANCY
LCL DAUTREMER
CE TRAORE (BURKINA FASO)**

4° PROMOTION 1996 - 1997

Thème d'étude.

Origines des conflits contemporains

Dans l'échec relatif de la Communauté internationale à prévenir et à maîtriser les guerres intraétatiques contemporaines, il faut tenir compte de notre insuffisante connaissance des origines de la violence et des raisons de son exacerbation. Pourquoi se bat-on aujourd'hui ? Il faut le savoir pour agir, et ressusciter la « polémologie ». L'étude aura pour objet de contribuer à cette recherche capitale par une approche concrète fondée en priorité sur le recueil de témoignages de terrain, et de contribution d'experts reconnus des différentes zones conflictuelles.

INTRODUCTION.

Caïn et Abel : acteur et victime du premier acte de violence humaine. 1994, Ruanda: des hommes, des femmes et des enfants périssent par centaines de milliers. Pendant les millénaires séparant ces deux événements, l'homme n'a donc pas trouvé le chemin de la sagesse, la voie conduisant à l'entente et à la paix. Pourquoi les hommes se battent-ils, et plus précisément, pourquoi se battent-ils aujourd'hui?

Une analyse intuitive des rapports de l'homme à la violence nous suggère l'existence, en son fort intérieur, de « gènes » de violence. En poursuivant un peu plus l'analyse, une classification en deux catégories est possible. Il y a d'une part ceux que nous qualifierons de biologiques, qui l'amènent à se battre pour se défendre lorsqu'il se sent menacé physiquement. C'est son instinct de survie, comparable à celui qui pousse les animaux les uns contre les autres. Et puis il y a ceux que nous qualifierons d'idéologiques. Il s'agit là d'une caractéristique humaine, activable par divers paramètres extérieurs qui constituent la représentation que l'individu se fait de la situation.

Parallèlement, on peut placer les raisons des conflits sur trois plans bien distincts. Le premier constitue les causes essentielles, causes que nous baptiserons « les déterminants fondamentaux ». Ils sont nourris par une étude approfondie de l'histoire, de la société, de la politique et de l'économie, étude qui peut être qualifiée de factuelle. Le second plan est celui de l'individu. Il rejoint la définition faite au paragraphe précédent, et concerne l'idée qu'il se fait du conflit : c'est le plan de « la représentation », qui s'inscrit plus dans le domaine de la sensibilité. Il s'agit en fait des raisons qui poussent l'homme à se battre, à prendre les armes et à descendre dans l'arène. Elles sont d'ailleurs très souvent le résultat de manipulations. Enfin, le troisième plan est beaucoup plus global et se place à la périphérie du conflit. Il concerne les intervenants extérieurs et la géopolitique.

Ces quelques définitions nous ont aidés dans notre quête de la recherche des raisons qui poussent l'homme à se battre aujourd'hui. Elles apportent un éclairage nouveau, une classification qui, peut-être, permettra d'identifier certains décalages entre déterminants fondamentaux et représentations, décalages dont il sera intéressant de mesurer l'ampleur s'ils existent : peuvent-ils rendre ces deux notions totalement étrangères l'une de l'autre ? En effet, si les conflits reposent sur les facteurs fondamentaux et si ce sont eux qu'il faut résoudre pour assainir la situation, ce sont bien les représentations qu'il faut combattre pour arrêter les combats.

Deux conflits servent de support à cette étude: le Ruanda et la Somalie. Leur choix a été fait dans un souci d'accès aux témoignages, témoignages d'acteurs afin d'appréhender au mieux les représentations, et témoignages d'experts afin de déterminer les facteurs fondamentaux. Ils seront donc analysés successivement, selon le même schéma :

- étude de l'environnement interne à la société considérée (histoire, composition, économie, politique) dans la recherche des déterminants fondamentaux
- étude de l'environnement extérieur
- étude de la perception du moment par les belligérants, par le recueil de témoignages, dans la recherche des représentations.

Une conclusion fera la synthèse de ces deux conflits et permettra de statuer sur des décalages éventuels entre représentations et déterminants fondamentaux.

LE RUANDA.

1. Recherche des déterminants fondamentaux.

11. Les éléments internes au Ruanda.

111. La société ruandaise: l'ethnisation au 20ème siècle.

Au Ruanda, lorsqu'un homme vous fait face, il est soit Hutu, soit Tutsi. On dit que les premiers sont lourds et trapus, aux traits négroïdes, quand les seconds sont élancés, avec le nez droit. Les Hutus sont majoritaires, représentant 91% de la population en 1991. Les Tutsis sont bien moins nombreux, avec seulement 8% de la population, le 1% restant correspondant aux Twas, héritiers des Pigmées. Pourtant, Hutus et Tutsis ne sont pas des ethnies. Leur langue (le kinyarwanda), leur culture, leur religion sont communes et ni les uns ni les autres n'ont de territoire propre.

Au début du siècle, ils se distinguaient par leurs activités: les Hutus étaient agriculteurs quand les Tutsis étaient éleveurs, mais aussi dignitaires du pays, au statut plus enviable. Différence de statut, différence de pouvoir : parler de castes serait tentant, mais ne serait cependant pas exact car ces deux catégories étaient perméables. Par le biais du bétail et le jeu des mariages, il était possible à un Hutu de devenir Tutsi, et vice versa. En outre, même si l'appartenance à l'un ou l'autre groupe prédisposait à un certain statut social, il n'était pas suffisant.

Les idées qui vont suivre relèvent d'acteurs étrangers au Ruanda (elles seront d'ailleurs reprises ultérieurement en seconde partie de l'étude). Cependant, les conséquences de leur gestion sur la société ruandaise seront telles qu'elles nécessitent d'être présentes dans cette partie historique de la recherche des éléments fondamentaux du conflit.

L'expérience coloniale allait profondément modifier les relations Hutus / Tutsis. Pour les colonisateurs, Allemands d'abord et Belges ensuite, les Tutsis étaient une « race supérieure ». L'apparence physique plus fine faisait qu'on les assimilait quasiment à des Blancs: ils n'étaient pas des Africains, ils étaient nobles et faits pour régner, alors que les Hutus étaient de « vrais nègres » aux traits grossiers, faits pour travailler la terre au service des Tutsis et des Blancs. Le résultat de cette attitude fut de durcir considérablement la relation Tutsis-Hutus. Aux uns toutes les qualités et droits, aux autres tous les défauts et devoirs. L'inégalité sociale s'est alors transformée en une domination politique et une exploitation économique.

L'après-guerre allait encore accentuer cette problématique. Les Hutus étaient peu éduqués, forcés d'être humbles et liés à l'Eglise, et ne revendiquaient que de modestes améliorations à leur condition. Les Tutsis, quant à eux, étaient favorisés par les colonisateurs. Ils contrôlaient la quasi-totalité des chefferies et monopolisaient l'accès à l'enseignement supérieur. Bientôt, des idées anticoloniales commencèrent à se répandre dans leur communauté, avec des vues sur une indépendance rapide. Derrière cette hâte se lisait la crainte de voir les Hutus contester le pouvoir, et l'espoir de réussir une transition rapide du pouvoir blanc à une monarchie tutsie revitalisée, n'ayant plus à respecter les coutumes et contrepoids de la société d'autrefois, effacés par le colonialisme.

Les Belges, devant cette attitude des Tutsis, changèrent complètement de politique. En arrière plan, le mandat de l'ONU de reconnaître l'ensemble des groupes sociaux leur imposait également ce changement. Ils soutinrent, comme l'Eglise, les revendications montantes des Hutus. Encouragés par cette attitude, ces derniers passèrent d'une simple contestation du rôle des chefs à une contestation de la monarchie et, finalement, à une contestation du droit à la vie

des Tutsis, qui devenaient des « étrangers » qu'il fallait éliminer. Les Belges choisirent d'accompagner le mouvement dans l'espoir de pouvoir rester et continuer à gouverner.

C'est de ce moment que date la naissance de ce qu'il faut bien appeler « l'idéologie raciale Hutu ». L'idée de deux races distinctes était créée, avec la notion d'origine étrangère des Tutsis et l'insistance très grande sur l'aspect « vrais habitants » des Hutus. L'un a le droit de vivre ici, l'autre pas. Ce mouvement fut baptisé révolution sociale (années 1959 à 61). D'une extrême violence, il s'est accompagné d'une forte exode de Tutsis vers les pays voisins. Seuls les Hutus restaient habilités à être citoyens ruandais. Le régime politique qui en résultait était alors qualifié ipso facto de « démocratique » puisqu'ils étaient majoritaires! C'est ainsi que les deux dictatures successives, celle de Grégoire Kayibanda (1961-73), puis celle de Juvénal Habyarimana (1973-94) seront toujours décrites dans le langage de l'idéologie nationale comme l'expression de la « démocratie majoritaire ».

Il est important de souligner ici le rôle joué par l'Eglise dans ce phénomène d'ethnisation du pays, essentiellement en tant que relais d'idées. Les Pères Blancs sont arrivés au début du siècle et se sont fortement implantés pendant la colonisation. Les nombreuses paroisses qui quadrillaient le pays ont contribué à une structuration très solide du territoire et à la conversion de la quasi-totalité de la population à la religion catholique : en 1991, on comptait près de 90% de chrétiens. Il est certain que l'influence de l'Eglise dans les affaires du pays a grandement favorisé ces conversions: à l'époque de la colonisation, une véritable « alliance du trône et de l'autel » s'est exercée, où la hiérarchie religieuse conseillait souvent l'administration, jusqu'au stade de la désignation des chefs. L'ancien archevêque de Kigali, par exemple, est resté pendant de très nombreuses années membre du comité central du parti unique (MRND). Rappelons également que l'enseignement et la presse ont été entièrement contrôlés par l'Eglise pendant la colonisation, et ce n'est qu'en 1963 qu'a été inaugurée l'Université nationale et encore, cette université a été fondée par des dominicains canadiens...Par son maillage très dense sur l'ensemble du territoire, par son influence sur les populations (la parole d'un prêtre est parole d'Évangile et ne peut donc être remise en cause), par sa proximité du pouvoir, l'Eglise a été l'organe idéal de diffusion de l'idéologie du colonisateur: Tutsis et Hutus sont deux races distinctes, la première opprimant la seconde.

Avec le temps, cette ethnisation allait s'enraciner non seulement chez les Hutus (diabolisation des Tutsis), mais aussi chez les étrangers (angélisation des Hutus si démocratiques et si disciplinés). Parallèlement, le pouvoir était devenu absolu, il était « l'Etat du peuple tout entier ». Le parti unique dont tout citoyen était obligatoirement membre s'appela le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (MRND). Le pays continua à être tout entier voué à l'agriculture et le « Développement paysan autocentré » devint la devise officielle du régime. Le régime organisait le travail agricole collectif d'intérêt public, mais, bien sûr, on ne trouvait ni presse libre, ni syndicats indépendants.

Le résultat de cette politique et de l'idéologie qui la sous-tendait a été un soutien presque sans faille de la communauté internationale. Le totalitarisme qui obligeait chaque citoyen à porter sur lui, outre sa carte d'identité, un permis de résidence, la discrète corruption de « la démocratie majoritaire », les élections à un seul candidat, tout cela était mis sur le compte de la spécificité africaine. Le problème ethnique était considéré comme résolu par l'adéquation de la « majorité démographique » et du pouvoir.

112. La démographie: une charge extrême sur la terre.

La gravité de la crise ruandaise est indissociable de l'extrême charge démographique qui pèse sur ce petit pays de hautes terres. Selon le recensement de 1991, avec 7 148 000 habitants répartis sur 26 000 km², le Rwanda a la plus forte densité moyenne du continent: 271 h/km². Si l'on défalque les parcs et les réserves, la valeur est même supérieure à 300!

L'accélération de la croissance démographique est contemporaine: au cours du dernier demi-siècle, la population ruandaise a presque quadruplé. Elle a pratiquement doublé entre les deux derniers recensements de 78 et 91. Les causes sont très classiques. Les taux de natalité et de fécondité sont parmi les plus élevés du monde, respectivement 54 pour mille et 8.3 enfants par femme en âge de procréer en 1990. Dans ce pays profondément catholique, il est clair que l'Eglise, par son message, a encouragé fortement les naissances. Parallèlement, le taux de mortalité est en recul, résultant des progrès sanitaires et de la jeunesse de la population. Dans le même temps, les courants d'émigration vers les pays voisins se sont tariés, voire inversés en raison de l'aggravation de la situation de ces pays.

113. L'économie: le poids de l'agriculture.

Les 15 années écoulées de 1975 à 1990 ont été d'une remarquable stabilité d'un point de vue économique en comparaison des difficultés des pays voisins Zaïre, Ouganda et Tanzanie. Le Ruanda a même été idéalisé comme une oasis de paix et de progrès, baptisé la « Suisse de l'Afrique ». La solidité du franc ruandais était devenue l'un des symboles de cette situation, qui a perduré jusqu'à la dévaluation de 40% à la fin de 90. Le ressort essentiel du développement était l'importance de l'aide internationale, liée à la confiance qu'inspirait le pays. Le Ruanda a été un laboratoire de projets de toutes sortes, essentiellement orientés vers le monde rural. L'économie est effectivement restée agraire, l'agriculture employant 82% de la population active et fournissant 41% du PNB en 89. Cette dynamique de développement a transformé les paysages ruraux: l'habitat s'est modernisé, le réseau de routes s'est étoffé, les équipements sociaux se sont multipliés. Dans le même temps, la croissance de l'unique grande ville, la capitale Kigali, s'est affirmée. La dépendance alimentaire était limitée, et les efforts poursuivis pour développer les deux principales cultures d'exportation : le thé et le café.

Cependant, l'accroissement incessant de la population, décrit précédemment, s'est accompagné d'une « atomisation » des exploitations et a conduit à une saturation foncière grave. De 1965 à 1984, la taille moyenne des exploitations agricoles familiales est passée de 2.7 à 1.2 hectares. Elle est aujourd'hui probablement inférieure à 1 hectare. Dans certaines régions, on atteint même des chiffres de 500 hab/km² pour une taille moyenne d'exploitation de moins d'un demi-hectare ! Cet amenuisement apparaît ainsi comme une contrainte de premier plan. D'autre part, cette pression démographique a suscité une mise en valeur générale du territoire, en particulier des versants de collines, voire de montagnes, si nombreuses. Or, l'intensification de l'utilisation de ces sols s'est accompagnée d'une nette augmentation de leur érosion, jusqu'à un point où il n'est plus sûr que leur régénération soit possible. C'est l'avenir même de la paysannerie qui est ici menacée. Enfin, la population ruandaise est constituée d'une énorme masse de jeunes : 57% de la population a moins de 20 ans en 91. La pénurie foncière est telle que l'accès à la terre est impossible pour beaucoup. De nombreuses exploitations sont trop exiguës pour être partagées entre héritiers. La ville offre un nombre d'emploi très limité et les possibilités d'émigration ont quasiment disparu en raison de la gravité de la crise qui frappe les pays voisins. Ainsi, en 89, près de la moitié de la population était sous-employée.

Hélas, la fin des années 80 a été marquée par un renversement de tendance dans l'évolution économique du pays. L'évolution du taux annuel de croissance de la production agricole est significative, passant de +0.9% sur la période 80/86 à +0.3% sur 80/89 et -1.4% sur 80/89. La chute des revenus du café est la raison principale de cette évolution : la valeur totale des exportations baissant de près de 50% de 86 à 87! Dans le même temps, les exportations de thé et de minerais ont connu de grosses difficultés. En outre, un renversement de tendance dans le domaine de la production vivrière s'est opéré, inexorablement, après le milieu des années 80 : alors qu'auparavant cette production parvenait peu ou prou à suivre le rythme de la croissance démographique, la situation alimentaire est devenue chroniquement

déficitaire, la disette latente, la moindre absence de la pluie mettant en péril la vie de milliers de familles. Le problème alimentaire est donc revenu au tout premier plan.

114. La politique de Juvénal Habyarimana: du développement au terrorisme.

Prenant le pouvoir en 1973, Habyarimana va d'abord s'attacher à assurer la paix intérieure par la recherche de l'égalité des chances entre ethnies et régions, et à entraîner tous les Ruandais sur les chemins du développement. La politique mise en place instaure certes des quotas, mais jamais n'attise une quelconque haine ethnique. Le principe consiste à assurer, pour chaque ethnie et chaque région, une présence proportionnelle à son poids au sein de la population, dans tous les domaines où les pouvoirs publics sont à même d'intervenir. L'Etat peut également exercer toute sorte de pression sur le secteur privé en tant que client et par le biais des autorisations administratives.

Cette politique a été diversement appréciée. Pour les uns, elle constituait la moins mauvaise solution pour partager le maigre gâteau. Pour les autres, elle ne servait qu'à accroître les tensions sociales en excluant de l'emploi public des jeunes bien formés. Elle masquait également des pratiques souterraines comme le renvoi de certains professeurs d'université, tous Tutsis. D'une façon générale, elle rappelait sans cesse le catalogue ethnique et régional.

Pour autant, cette politique va fonctionner jusque en 1990, année pendant laquelle le mécontentement va grandir dangereusement. Au premier rang des motifs se trouvait la lassitude grandissante vis à vis d'un parti unique, confronté à de graves problèmes économiques. Ce phénomène va d'ailleurs exacerber les querelles régionales nord-sud, le nord, région d'origine d'Habyarimana, étant perçu (non sans raison) comme favorisé, et développer un réel mouvement d'opposition. Parallèlement, l'entourage proche du Président, c'est à dire sa femme et sa famille, ou encore « Akasu », va voir son influence grandir, dans un climat détestable de corruption. La perception extérieure de cette atmosphère des milieux dirigeants sera un affaiblissement du pouvoir. Mais surtout, 1990 voit le FPR, Front Patriotique Ruandais, attaquer le pays sur ses frontières nord, à partir de l'Ouganda, et réveiller les craintes, alors estompées, de reprise du pouvoir par les Tutsis en exil, et rappeler le climat d'horreurs ayant accompagné la révolution sociale de 59.

Les exilés Tutsis qui ont attaqué le Ruanda le 1er Octobre 1990 en provenance d'Ouganda étaient ce que l'on peut appeler des « étrangers familiers ». Enfants de l'exil, leurs parents avaient fui les violences qui ont accompagné l'indépendance en 1959-61. Ils avaient grandi dans le souvenir d'un Ruanda mythique qu'ils ne connaissaient pas. Pour la plupart élevés en Ouganda et s'identifiant aux Ougandais, ils ne s'étaient jamais beaucoup souciés de « leur » pays jusque en 1982. A ce moment, pendant la guerre civile ougandaise, le président Milton Obote décida de les refouler massivement vers le Ruanda sous prétexte que le leader de la guérilla, Yoweri Museveni, était d'un groupe apparenté de manière assez éloignée aux Tutsis Ruandais, mais surtout que ceux-ci combattaient à ses côtés. Beaucoup seront tués (environ 80 000), d'autres fuiront vers le Ruanda, mais une grande partie prendra le maquis à ses cotés. Museveni parvenu au pouvoir en Janvier 86, les Tutsis prirent le temps de s'organiser. Le FPR prenait corps. Toujours considérés comme différents, étrangers en Ouganda, il leur fallait remonter vers leurs origines afin de retrouver leurs racines et un lieu de sûreté. Le 1er Octobre 1990, alors qu'Habyarimana se trouvait aux Etats-Unis, ils partaient à la conquête de leur passé.

Aidée par la France, l'armée ruandaise parviendra à stopper l'avance du FPR, mais sans aboutir à des solutions négociées. Malgré des combats se poursuivant dans le nord du pays, la situation intérieure restera sous contrôle de la Présidence, mais avec des concessions de plus en

plus importante à l'opposition. Habyarimana acceptera d'abord le multipartisme en 91, puis un gouvernement de coalition en 92. Enfin, sous l'égide de l'ONU, des négociations s'ouvriront avec le FPR, pour aboutir aux accords d'Arusha en Août 93. Ceux-ci prévoyaient la création d'un Gouvernement de Transition à Base Elargie (GTBE) et une armée mixte intégrant le FPR, avec en point de mire la démocratisation du pays. S'ils mettaient fin à la guerre avec le FPR, ces accords ne résolvaient pas les problèmes intérieurs. On assistait à une véritable déliquescence du pouvoir. Alors qu'il aurait fallu un gouvernement solide et vigoureux, capable de s'imposer aux fauteurs de troubles qui naissaient un peu partout, le gouvernement était affaibli et sans cohésion, du fait de l'action occulte de tous les groupes obscurs qui gravitaient autour de la Présidence. Il y siégeait pourtant des hommes remarquables, mais qui ne faisaient plus le poids face au pouvoir parallèle qui s'imposait au sommet de l'Etat, puis dans les diverses régions. La preuve en est la création de la Radio Télévision Libre des Mille Collines, organe de diffusion d'une idéologie exterminatrice mise en place par l'Akasu, probablement sans l'accord du Président, et sans que le gouvernement ne puisse mener la moindre action à son encontre. Le 6 Avril 1994, Juvénal Habyarimana était assassiné. Commençaient alors le pire des génocides.

12. Les déterminants fondamentaux.

Que s'est-il passé en réalité ? A partir de l'attaque du FPR, il faut retenir qu'un groupe humain, dont certains des membres exerçaient un monopole sur le pouvoir politique s'est retrouvé défié et menacé dans l'exercice de ce pouvoir par un mouvement armé fondé sur un autre groupe humain. Incapables de vaincre militairement, se refusant à partager politiquement le pouvoir, les représentants du groupe majoritaire ont alors froidement tenté d'annihiler la base civile des minoritaires armés qui les menaçaient.

Néanmoins, derrière toutes ces atrocités reste omniprésent l'insoluble problème démographique : l'unité de la nation est brisée parce que le territoire dont elle dispose n'est plus à la mesure de son dynamisme démographique. La pression sur la terre s'est accrue, jusqu'à l'explosion.

Certes, cette explosion est la résultante d'une crise globale, à la fois sociale, économique et politique. Mais le **déterminant fondamental** du conflit n'est ni ethnique, ni politique, il est **territorial**.

2. Les acteurs non ruandais du conflit.

21. Les pays limitrophes.

211. L'Ouganda.

Pays qui a vu la naissance du FPR et véritable sanctuaire pour celui-ci, l'Ouganda a joué un rôle de premier plan dans le déclenchement du conflit.

En effet, les Tutsis qui y ont immigré après l'indépendance du Ruanda en 1961, ont participé de façon déterminante au renversement de Milton Obote qui les opprimait et à l'avènement du président Museweni. Cette prise de pouvoir a été permise par l'armée ougandaise, en grande majorité composée de Tutsis d'origine ruandaise. Ainsi, après sa création en 1987, le FPR n'a-t-il eu aucun mal à s'armer et à s'entraîner. Pour de nombreux spécialistes, l'armement du FPR s'est effectué principalement depuis l'Ouganda, grâce au détournement de l'aide militaire

américaine destinée à l'opposition soudanaise dirigée par John Garang et ce avec la complicité du gouvernement ougandais.

Au delà des déclarations officielles du président Museweni qui estime que pour rejoindre le FPR, les réfugiés Tutsis ruandais ont du «désertier de l'armée ougandaise», la bienveillance voire la complicité de Kampala ne fait aucun doute.

Un véritable lobby ruandais se développe en Ouganda, incluant même de nombreux Hutus hostiles au président Habyarimana. Les avis divergent sur l'importance du rôle de ces opposants Hutus depuis le Ruanda et au sein du FPR. Grande pour certains, la plupart estime cependant qu'ils ont servi au FPR « d'alibi démocratique » afin de masquer les buts politiques véritables de ce parti.

Il demeure, bien qu'il leur soit redevable, que le président ougandais a fini par trouver ses «amis» du FPR plutôt encombrants et les a encouragés dans leur revendication du droit au retour au Ruanda. En effet, l'opposition ougandaise reprochait ouvertement au président sa trop grande collusion avec les réfugiés Tutsis venant du Ruanda. Ce mouvement de contestation prenant de l'ampleur, Museweni a poussé le FPR à l'offensive.

L'irritation ougandaise associée à la volonté de «reconquête» du FPR seront les éléments déclenchants de l'offensive du 1er octobre 1990. Pendant toutes les opérations, le territoire ougandais sera un véritable sanctuaire pour les forces du FPR. Aujourd'hui encore, Kampala appuie les actions militaires dans l'est du Zaïre.

Pour certains observateurs, Museweni pourrait avoir dans l'idée de rassembler sous son autorité un «empire Tutsi» regroupant autour des grands lacs : l'Ouganda, le Ruanda, le Burundi et le sud du Zaïre (limité au Kivu ou étendu au riche Shaba). Pour la plupart des spécialistes, si tant est qu'il existe, ce rêve est totalement chimérique car les rivalités et les divergences sont nombreuses au sein des Tutsis, notamment en ce qui concerne l'attitude envers les Hutus. Par exemple, les Tutsis burundais sont beaucoup plus durs envers leurs compatriotes Hutus que les Tutsis ougandais.

Quoiqu'il en soit, le président Museweni a joué et joue encore un rôle clé dans la crise ruandaise. Aucune solution à long terme ne pourra être négociée sans Kampala, sa récente présence à Paris en atteste.

212. Le Zaïre.

Le Zaïre est l'un des grands perdants de la crise ruandaise. Pour toutes les personnes interrogées il apparaît que ce pays, ou les réfugiés Tutsis qui y ont immigré après l'indépendance du Ruanda, n'ont joué aucun rôle majeur dans le déclenchement de la crise.

De fait, cette dernière aura révélé à l'opinion publique mondiale les faiblesses de l'Etat zaïrois et la fragilité du régime du président Mobutu. Les événements récents verront la violation par les forces ruandaises du sol zaïrois.

213. Le Burundi et la Tanzanie.

Les rôles joués par le Burundi et la Tanzanie semblent aussi peu déterminants.

Les offensives menées contre le Ruanda depuis le territoire burundais par les réfugiés Tutsis ont toutes échoué. De plus, les tentatives hutues de révolte contre la classe dirigeante Tutsie ont été sévèrement réprimées.

22. Les anciennes puissances coloniales.

221. La Belgique.

De nombreux observateurs accusent la Belgique d'être, plus ou moins volontairement, à l'origine de la crise. En effet, en 1959, après s'être longtemps accommodés de la domination Tutsi, les Belges favorisent les Hutus, fortement majoritaires. De fait, le mandat de tutelle qu'ils reçurent alors de l'ONU, les enjoignait de tenir compte de «toutes les ethnies ruandaises et de les associer à la vie politique du pays». Le colonel Logiest, administrateur belge de l'époque déclare clairement : «Nous devons favoriser les éléments de l'ordre et affaiblir ceux du désordre, donc favoriser les Hutus au détriment des Tutsis parce que l'un, majoritaire, sera obéi, l'autre non». D'aucuns voient dans cette démocratisation imposée par la Belgique, toute relative d'ailleurs, le point de départ de la crise actuelle.

De plus, après avoir soutenu le gouvernement Habyarimana, apparaît dès 1990 en Belgique une volonté de se démarquer d'un régime jugé corrompu. Elle encourage alors les accords d'Arusha du 4 août 1993, ce malgré une vive opposition démocrate-chrétienne farouchement hostile au FPR. Elle participe avec réticence à la MINUAR 1 puis désengage rapidement ses forces après le sauvage assassinat de dix de ses Casques bleus le 7 avril.

Ce retrait total des forces belges entraîne la quasi-disparition de la MINUAR 1 qui verra ses effectifs réduits par le Conseil de sécurité de l'ONU de 2500 à 270 hommes. Ainsi, son action sur le terrain sera nulle lors des génocides qui entraîneront le déclenchement de l'opération Turquoise.

Pour la plupart des personnalités rencontrées, l'impuissance de la MINUAR 1 est donc à imputer principalement au retrait belge, pour explicable qu'il soit.

Il faut noter enfin que la Belgique a été très sensible au lobbying des Tutsis expatriés, en particulier ses médias...

222. La France.

La France est jugée comme étant successivement «pyromane» puis «pompier» dans la crise ruandaise. Elle l'est parfois simultanément.

Ainsi, elle peut apparaître comme «pyromane». En effet, présente depuis 1974 sous forme initialement d'une AMT «Gendarmerie», elle soutient fortement le régime du président Habyarimana. Ce soutien se veut une protection du Ruanda contre des forces venant de l'Ouganda. La France intervient indirectement par l'envoi d'instructeurs : le nombre avancé par F. Smith dans *The Nation* en février 1994, est de 680 hommes soit 4 compagnies présentes sur le territoire ruandais. Son soutien se manifeste également par le financement d'achats d'armements par le Crédit Lyonnais via l'Egypte et de manière plus incertaine par l'appui direct de l'armée ruandaise par la fourniture d'un appui artillerie lors de certains combats.

Il faut rajouter à cela les troupes de l'opération Noroît présentes de novembre 1991 à décembre 1993, c'est à dire jusqu'à l'arrivée de la MINUAR 1.

Par son retrait, avec les forces belges, au lendemain de l'attentat du 6 avril 1994, elle laisse la voie libre au génocide et à l'attaque du FPR. La raison majeure de cette attitude semble être d'ordre intérieur : la campagne présidentielle du Premier ministre Balladur et se matérialise par une sorte de Realpolitik abandonnant un pouvoir ruandais qui n'a plus d'avenir. La France peut apparaître à la fois «pyromane et pompier» au moment de la signature des accords d'Arusha qu'elle a fortement encouragé.

En effet, la France est favorable à la mise en place de la MINUAR 1, suivant la logique du président Mitterrand de démocratisation de l'Afrique. Néanmoins, avec le recul, il apparaît que la tentative d'ouverture sous forme d'un gouvernement de transition à base élargie, est un échec. Ce dernier est provoqué par les extrémistes Hutus et par le FPR qui ne se contente pas de cette demi-victoire.

Elle est très clairement «pompier» lorsqu'elle déclenche dans un climat de suspicion générale l'opération Turquoise. Son action fut finalement saluée par la communauté

internationale. Il est intéressant de noter que la mobilisation internationale a commencé à se déclarer suite à une épidémie de choléra dans les camps et non suite aux massacres !... Il faut enfin remarquer que la France a été moins sensible au lobbying tutsi que d'autres pays.

23. Les Etats-Unis d'Amérique.

Les USA sont intervenus de façon plus indirecte que la Belgique ou que la France. Ils soutiennent le chef chrétien de la résistance soudanaise John Garang. Par l'intermédiaire du territoire ougandais, il lui font parvenir armes et munitions. Ces dernières ont probablement été en partie détournées par le FPR dont l'armée était en cours de montée en puissance sur ce même territoire. Il est difficile de dire si cela s'est fait à l'insu des Etats-Unis ou avec leur assentiment. Il est impossible de faire la part du volontarisme et du suivisme dans la gestion politique américaine de la crise de la région des Grands Lacs.

Certains analystes favorisent la thèse d'un triple calcul machiavélique : l'établissement d'un axe continu pro-américain de l'Egypte à l'Afrique du Sud, l'accès aux régions minières zaïroises du Kivu et du Shaba et l'affaiblissement de l'influence française dans cette zone...

D'autres pensent plutôt que les USA n'ont pas eu de rôle véritablement moteur, mais qu'ils ont laissé faire leur allié ougandais Museweni et qu'ils lui couperont toute aide lorsqu'ils jugeront que ce dernier va trop loin

Il est certain que les Américains... et l'ONU n'ont pas accepté de gaieté de coeur la mise en place de la MINUAR 1 et ne lui ont pas accordé tout ce dont elle aurait eu besoin pour être efficace.

De plus, les USA ont voté le retrait de cette force en avril 1994 et l'auraient souhaité total, alors que son maintien, voir son renfort à cet instant « charnière » de la crise, aurait pu éviter de basculer dans l'horreur. .

Les Etats-Unis ont ainsi également leur part de responsabilité à la fois dans le déclenchement de la crise et dans sa gestion.

24. Synthèse.

Il apparaît ainsi que les termes du mandat de tutelle donné à la Belgique par l'ONU ont provoqué à long terme la rupture d'un équilibre politique, social et ethnique au Ruanda. Quelles qu'en soient les raisons, bonnes ou mauvaises, cet événement aura déclenché un processus aujourd'hui considéré inéluctable.

Si d'autres responsabilités, voire culpabilités, peuvent être dégagées lors de la montée en puissance et de la gestion de la crise ruandaise, il y a probablement là la cause véritable de la déstabilisation de la «Suisse de l'Afrique».

3. Les représentations.

31. Connaissance des populations.

Les Ruandais sont des paysans taciturnes. Ils sont secrets, peu bavards et cachent facilement leurs sentiments. Ils sont travailleurs (surtout les femmes) et acceptent sans trop rechigner le travail obligatoire imposé par le Président « pour leur bien ». Ils sont pratiquement tous christianisés.

Ils ne comprenaient probablement pas grand chose aux événements. Leur mentalité est restée très « monarchiste et clientéliste » Ils se trouvaient désorientés et inquiets dès que le

chef était remis en question : la démocratisation a pu faire peur et entraîner des réactions émotives incontournables.

32. Facteurs qui vont façonner les représentations.

321. La propagande présidentielle.

Voyant le pouvoir leur échapper, tout au moins partagé, par l'ouverture vers la démocratie, les proches du Président (cet ensemble politico-militaro-mercantile qui l'entourait) ont tenté de saboter ce processus dès 1992, puis de manière plus violente après les accords d'Arusha. Leurs armes : une propagande de plus en plus agressive, relayée par la presse, puis une chaîne de télévision : RTLMC, la Radio Télévision Libre des Mille Collines, mais surtout la création de milices ou « Interahamwe », décrites précédemment, qui, outre supprimer les opposants, avait pour rôle de diffuser la terreur et de ramener dans le giron présidentiel toute la population opposante.

Cette politique de terrorisme fut mise en oeuvre immédiatement après l'assassinat d'Habyarimana. Elle avait été préparée longtemps avant l'attentat et fut dirigée par ces factions extrémistes de l'appareil d'Etat. L'extermination des Tutsis procédait d'un plan concerté et prit un caractère systématique. Leur message était simple: l'élimination des Tutsis, mais également des opposants Hutus qui s'étaient rapprochés du FPR. Soupçonnés de ne plus pratiquer l'exclusion systématique des Tutsis, ils cessaient de pouvoir se réclamer des idéaux de la révolution populaire de 59 ; ils devenaient donc complices du FPR et , d'une certaine manière, perdaient leur identité Hutu, donc leur véritable droit au sol. En fait, ils étaient des traîtres et, en tant que tels, n'avaient plus droit à la vie.

322. Les médias.

Les médias ruandais vont jouer un rôle important après 1990. Ils ont d'abord été l'expression de la démocratisation et le relais des différents mouvements d'opposition: bimensuel Kanguka, puis Umuranga, Kangura, Ijambo, Isibo, Le Démocrate, etc...Il s'agissait d'une presse partisane, sans déontologie, pratiquant facilement diffamation et délation. Les nouveaux titres (souvent de piètre qualité) se multiplièrent, probablement à cause de la fragmentation des mouvements politiques. Ce phénomène a participé grandement au chaos politique et à l'ambiance malsaine qui l'accompagnait. Mais à partir de 1993, le message diffusé par les organes de presse présidentiels, particulièrement la radio des Mille Collines, prendra une forme excessivement violente : après la délation, elle fera appel à l'extermination pure et simple des Tutsis et opposants Hutus. Dans le climat de peur qui s'établira à la suite de l'assassinat du président Habyarimana, ce message sera parfaitement reçu et mis à exécution.

33. Les représentations.

331. Les témoignages de réfugiés.

Dans le cadre de cette étude, il n'a pas été possible de rencontrer directement des réfugiés ruandais. Cependant, des témoignages très intéressants ont été enregistrés en 1996 lors d'une émission de télévision : « Le sens de l'histoire: Ruanda, l'histoire qui mène au génocide », dont la teneur éclaire bien les représentations qu'ont eut du conflit trois victimes: deux Hutus et un Tutsi.

Le premier des Hutus, Joseph, explique comment d'opposant au régime, il en est devenu la victime. Il met en cause la politique régionale d'Habyarimana, qui a brisé toutes les

ambitions des cadres qui, comme lui, sont originaires du sud du pays. Son combat est essentiellement politique, et son discours est très clair à ce sujet: « Le Président est derrière tout ça (la ségrégation régionale) ». « J'ai douté de sa bonne foi ». « Nous avons découvert que les revendications du FPR étaient nos revendications. Nous avons essayé d'harmoniser nos points de vue ». Quant à son attitude vis à vis de la violence, il la résume par cette phrase: « Tu refuses. Tu fuis. », soulignant sa résignation et la peur de perdre la vie.

Le deuxième Hutu est un cas particulier : il était absent au moment du génocide, mais son analyse demeure intéressante. Professeur de lycée technique, il décrit l'ambiance malsaine qui régnait au sein de son école, en attribuant la responsabilité au gouvernement : « Les élèves extrémistes, Hutus, voulaient en découdre avec les Tutsis ». « C'était un climat qui venait d'en haut, pour tuer les Tutsis ». Quand lui est posée la question de savoir s'il aurait participé aux tueries, sa réponse est claire: « Quand tu arrives dans une solution finale, tu es obligé de suivre et tu te retrouves impliqué dans la tuerie sans le vouloir ». Elle décrit parfaitement la peur qui pousse au génocide: si je ne participe pas, je serai suspect et donc supprimé.

Enfin Vénuste, le Tutsi, qui a pu échapper aux massacres par chance et une grande capacité à se dissimuler, accuse clairement la politique d'Habyarimana. « Le Président veut soigner son image plutôt que la bonne santé de la population. Il veut cacher tout ça (la famine) ». « Moi, je n'admets pas qu'il se serve de la souffrance des gens pour mieux demander de l'aide. Cette aide, quand elle arrive, elle n'est même pas distribuée, d'où des réactions de colère, d'impuissance face à cette hypocrisie déclarée, ce cynisme dégoûtant ». « Je pensais qu'avec l'attaque du FPR, les données allaient changer. Le discours du FPR se tenait : il était contre la corruption, les injustices, l'exclusion ». Un seul responsable donc : Habyarimana.

332. Celles présentées dans les écrits.

Les nombreux articles et ouvrages parus sur le drame ruandais permettent de dégager les représentations telles que les ont perçues leurs auteurs. Les voici telles quelles.

C. Braeckman (journaliste) : les Ruandais sont mus par la peur, peur irrationnelle du FPR. La radio attise cette peur. Or, pour les paysans, la radio c'est l'Évangile. Pourquoi mentirait-elle? Ils ont presque tous tués et craignent des représailles aussi collectives que le meurtre l'a été. Alors, ils continuent, ils tuent dans la crainte d'être tués à leur tour. Ils liquident les témoins qui pourraient parler. « On a vu soudain un peuple, christianisé jusqu'au dernier nourrisson, faire voler en éclats les limites que l'humanité, au fil des âges, avait tenté d'opposer à la pulsion de mort : les lois de la guerre, le droit humanitaire, le respect des lieux d'asile, la protection des femmes et des enfants, ... »

Colette Braeckman travaille pour le journal belge « Le Soir ». Elle s'est spécialisée sur la question des Grands lacs, région qu'elle connaît particulièrement bien pour y avoir vécu de nombreuses années et avoir épousé un Tutsi.

P. Fray (journaliste) : ils ne pouvaient percevoir les affrontements d'opinion que comme un signe de désordre et d'affaiblissement du pouvoir. Ils n'avaient qu'une crainte: que les exilés viennent restaurer la monarchie Tutsie.

G. Prunier (chargé de recherche au CNRS, Centre de recherches africaines) : les exilés gardaient un souvenir d'horreurs et de massacres de la révolution de 59, d'où la diabolisation facile d'Habyarimana. En plus, ils idéalisaient un pays qu'ils ne connaissaient pas, d'autant plus facilement qu'ils avaient des problèmes en Ouganda. Par contre, il semble qu'ils aient sous-estimé le problème Hutus / Tutsis qu'ils attribuaient aux « manipulations de la dictature » et ils s'attendaient à être accueillis en libérateurs.

J. D'Ormesson (Académie française) : la totalité de la population du Ruanda relève sans doute d'une psychiatrie de masse.

333. Synthèse.

Pour les Ruandais, il apparaît que la violence a d'abord comme fondement des raisons **politiques** : actions d'opposition vis à vis d'un gouvernement affaibli, riposte de celui-ci par une politique d'assassinats programmés (listes précises préétablies), mais aussi lutte armée contre un « envahisseur » ou contre un régime à renverser (selon le côté duquel on se place).

Elle prend ensuite la forme d'une **peur panique**, attisée par la diffusion de messages sanguinaires et les actions destructrices des milices, peur d'être reconnu comme acteur des massacres et où le salut passe par l'extermination pour ne pas être exterminé à son tour.

Au-delà de ces représentations, on est en droit de se demander si le génocide était inévitable. Il est à peu près certain que non. Il a été le produit d'une volonté destructrice de quelques uns, s'appuyant sur la manipulation des esprits, et le retrait de la MINUAR au lendemain de l'assassinat d'Habyarimana aura été un catalyseur de ces événements tragiques. Un renforcement des forces de l'ONU auraient sans doute permis un règlement pacifique de la crise. Cependant, c'est bien plus tôt dans la crise qu'il aurait fallu intervenir énergiquement. Surgit alors une question fondamentale : faut-il continuer à soutenir « le chef », au nom de la stabilité régionale, lorsqu'il dépasse le seuil admissible de la corruption et de la fourberie ? Et cette question a ses corollaires : comment définir ce fameux seuil admissible ? Les acteurs extérieurs peuvent-ils le prévoir et le prévenir ? Faut-il alors prendre le risque de la démocratisation au nom de la civilisation et de la justice élémentaire ?

LA SOMALIE.

1. Recherche des déterminants fondamentaux.

1.1. Données géopolitiques et historiques.

La côte somalie, avant le 19^e siècle, fut très peu visitée par les colonisateurs européens. Vasco de Gama n'y fit qu'une brève escale en 1499. Les Hollandais, Français et Anglais qui suivirent ne prêtèrent que peu d'attention à cette côte. A la fin du 19^e siècle, on assista à une lutte d'influence entre la France, la Grande Bretagne et l'Italie dans cette région, qui aboutit à la partition de ce territoire entre ces puissances européennes. La Somalie présentait pour chacune d'elles un intérêt indirect comme point d'appui pour d'autres possessions dans cette région : l'Ethiopie pour l'Italie, Aden pour la Grande Bretagne et les possessions de l'océan Indien pour la France. En effet, à part certaines parties de la côte, la Somalie est une région particulièrement déshéritée par la nature : très peu de terres sont cultivables et la seule activité possible est l'élevage. Mais le pays est exposé à des sécheresses catastrophiques qui ruinent les récoltes et déciment les troupeaux. La Somalie est totalement dépourvue de ressources importantes propres à susciter un intérêt économique et n'avait donc pas, pour les colonisateurs, de valeur intrinsèque.

En 1960 naissait la république de Somalie, de la fusion de la Somalie britannique - ou Somaliland - et de la Somalie italienne. Ce pays ainsi nouvellement créé, avait de bonnes chances d'accéder à la stabilité politique. En effet, si le nouvel état ne rassemblait pas la totalité des personnes de langue somalie - dont d'importantes communautés vivaient à Djibouti, en Ethiopie ou au Kenya - presque tous les habitants étaient d'origine somalienne. La Somalie rentrait ainsi sur la scène internationale avec un atout de taille qui faisait défaut à ses voisins. Sa force majeure résidait donc dans son homogénéité ethnique et culturelle. La Somalie a la chance d'avoir un peuple qui parle la même langue (le somali) et pratique la même religion (l'islam sunnite). Par contre, on l'a vu précédemment, c'est un Etat sans passé, l'ensemble ethnico-culturel somali n'ayant jamais conduit à la formation d'un ensemble politique véritable. Homogène en surface, la société somalienne était et est encore divisée en six grandes familles qui se subdivisent en clans et en sous-clans selon un système lignager particulièrement complexe.

Dans ce contexte, le clan joue le même rôle que l'ethnie : c'est une source d'identité et de hiérarchisation sociale, donc de conflits. Loin d'être égaux, les clans se divisent en clans « nobles », ceux ayant une grande renommée guerrière ou religieuse, et en clans « vils », ceux des travailleurs manuels. Bien avant les confrontations fratricides de ces dernières années, la vie nomade était ponctuée par les heurts interclaniques qui s'auto-entretenaient par la vendetta, premier devoir de tout membre d'un clan.

Réalisée sous les auspices de l'ONU, la transposition du système parlementaire à l'europpéenne qui accompagna l'indépendance révéla rapidement ses limites dans le contexte clanique somalien. Les principes démocratiques (représentation du peuple au sein d'un parlement monocaméral, règle de la majorité, liberté politique, etc...) qui servaient d'assises au parlementarisme importé, furent vite pervertis par ce que l'on appelle le tribalisme. Puisque, dans le système parlementaire, l'accès au pouvoir suppose des partis, chaque clan et sous-clan forma le sien au point que de trente formations politiques en 1963 on passa à soixante-dix-huit en 1969. Cette prolifération de partis fragmenta à l'extrême le champ politique et créa une

situation de confusion à chaque élection, le premier ministre étant placé à la tête d'une chambre ingouvernable. Amplifié par la structure clanique le parlementarisme aboutit à une corruption généralisée qui, en paralysant le gouvernement, discrédita le système démocratique aux yeux des tenants de la cause nationale au premier rang desquels se trouvait l'armée.

Celle-ci organisa un putsch en 1969 et le général Siad Barre, chef des forces armées, prit le pouvoir sans effusion de sang et mit fin au régime parlementaire. Il forma un conseil révolutionnaire suprême (CRS), effaça les structures démocratiques et imposa les signes extérieurs du marxisme-léninisme. Le premier objectif des putschistes était de réussir là où le parlementarisme avait échoué, c'est à dire construire une nation somalienne authentique. Pour ce faire, ils menèrent la lutte contre le tribalisme et pour la formation d'un sentiment national. Siad Barre fit passer le pansomalisme du statut d'idéal commun au statut de raison d'être de l'état somalien. Mais cette tentative fut victime d'une dérive progressive qui la conduisit à l'opposé de son objectif. Siad Barre consolida sa position en éliminant ses compagnons d'armes qui étaient devenus des rivaux potentiels, s'abstint de mettre en pratique la rotation initialement prévue des membres du CRS et surtout donna à son clan d'origine, les Marehans, un poids sociopolitique qu'il n'avait jamais eu puisqu'il faisait partie des clans vils. En même temps, il réintroduisit l'esprit clanique dans la politique somalienne en attribuant - à tort ou à raison - certains troubles contre-révolutionnaires à des tribus hostiles.

Par la suite, la défaite dans la guerre de l'Ogaden provoqua un afflux massif de réfugiés, la rupture des relations avec le bloc de l'Est et une délégitimation du régime et de l'état somalien qui entraîna une tentative de putsch militaire réprimée sévèrement. Devenu une dictature sans soutien ferme et sans perspective réelle, le régime de Siad Barre se mua en un véritable système familial affairiste qui suscita l'opposition des autres familles et conduisit à une rébellion généralisée du pays. Ce régime se désagrégea peu à peu et Siad Barre se réfugia dans son clan, laissant un pays ruiné et le pouvoir aux insurgés.

12. Les déterminants fondamentaux.

La société somalienne est composée de multiples familles, clans et sous-clans qui veulent tous avoir une part de pouvoir, non pour éliminer les autres, mais pour pouvoir favoriser les siens. L'application dans un tel contexte d'un régime parlementaire à l'européenne, provoque une multiplication des partis qui conduit à un affairisme partisan et à la corruption généralisée. L'écroulement du système démocratique et l'avènement au pouvoir d'un dictateur ne peut conduire (sauf à voir émerger un despote éclairé) qu'à la domination de son clan sur les autres dans un premier temps, à la rébellion des autres ensuite et donc au chaos généralisé que nous connaissons actuellement. La crise a bien comme **déterminant fondamental la quête du pouvoir.**

2. Le contexte géopolitique.

Si les luttes claniques ont eu un rôle prépondérant dans le conflit Somalien, il n'en demeure pas moins vrai que les contextes, tant régional par les enjeux de certains pays intéressés, qu'international à travers les attermolements des organisations internationales, ont facilité dans une certaine mesure l'embrasement de la situation.

En effet le drame somalien intervient à un moment où le pays ne présente plus aucune importance stratégique, après en avoir tant eu pendant la guerre froide. Pendant vingt et un

ans, Siyad Barre a été courtisé. D'abord par l'Union soviétique, puis par les Etats Unis, ces deux puissances luttant pour s'assurer la suprématie dans la Corne de l'Afrique. L'Union soviétique n'existe plus aujourd'hui, et son successeur, la Russie, ne peut ni ne veut poursuivre un demi-siècle de rivalité avec les Etats Unis.

La première malchance de la Somalie, donc, est d'avoir occupé une position stratégique très convoitée dans la Corne de l'Afrique; raison pour laquelle son peuple a mené une guerre par procuration qui a laissé quantité d'armes dans le pays. Sa seconde malchance est que personne ne convoite plus cette position, si bien que ce que les Somaliens se font les uns les autres n'intéresse plus guère ceux qui ont soutenu un régime dictatorial et lui ont fourni les armes avec lesquelles il a pu livrer ses guerres et maintenir une répression intérieure.

Mais sa principale malchance est d'être un pays africain. La communauté internationale semble avoir perdu tout intérêt pour la Somalie depuis l'effondrement du régime de Siyad Barre, bien que cette chute ait marqué le début de tueries qui avaient été circonscrites à la capitale durant les mois précédant la fuite de l'ancien président. La vérité est qu'à l'époque les Nations Unies étaient occupées ailleurs. C'est aux organisations humanitaires qu'échut la responsabilité de tenter de donner une réponse à une crise croissante, mais, même si l'on doit saluer leur succès limité, il était évident que leurs efforts ne pouvaient avoir qu'un minimum d'effet.

Les dimensions politiques du problème, notamment la lutte entre le général Mohamed Farah Aïdid et Ali Mahdi Mohammed, rendaient toute intervention, même humanitaire, particulièrement difficile. La situation est devenue incontrôlable lorsque la guerre a éclaté à Mogadiscio. Les efforts des organisations internationales, notamment des Nations Unies, de l'O.U.A. et de la Conférence Islamique n'étaient qu'un piètre geste face aux dimensions de la tragédie que connaissait la Somalie. Les interventions musclées, survenues notamment à des moments clés du désastre somalien, employées pour résoudre les problèmes d'autres nations, ne pouvaient passer inaperçues.

Comparant la Somalie et la Yougoslavie, M. Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations Unies, a accusé le Conseil de Sécurité de ne s'intéresser qu'à la guerre de riches qui se déroulait dans ce dernier pays. Et il avait raison.

Il est indéniable que le cessez-le-feu négocié en Somalie par les Nations Unies était très précaire. Tous les experts s'entendent pour dire qu'une guerre à grande échelle pourrait éclater à tout moment étant donné que les deux principales factions en lutte avaient des opinions divergentes sur le but de l'intervention étrangère.

Alors que le « président » Ali Mahdi, qui tient Mogadiscio, est favorable à la présence de troupes des Nations Unies en Somalie, son rival, le général Aïdid, basé à Bardera, à environ 300 Kilomètres de la capitale, s'y oppose. Chacun, par intérêt purement personnel refusant de revenir sur sa position.

Ainsi la Somalie a fini par représenter un échec monumental pour la diplomatie africaine. M. Boutros Ghali a un jour expliqué que si l'on accordait aussi peu d'attention à la Somalie, c'était que contrairement aux Européens qui l'appelaient plusieurs fois par jour au sujet de l'ex-Yougoslavie, aucun Africain ne lui téléphonait. Cette constatation en dit long.

La Somalie est un pays africain à la frontière de l'Ethiopie, dont la capitale abrite le siège de l'O.U.A. Et jusqu'à l'intervention onusienne, l'O.U.A, exceptée sa participation à une tentative, antérieure à celle des Nations Unies, pour rétablir la paix, n'a fait que discuter. Il est difficile de faire des reproches au reste du monde si les Africains font passer au second plan leurs propres problèmes.

Si aucune intervention militaire directe n'a pu être constatée, il n'en demeure pas moins que les interférences extérieures n'étaient pas étrangères au conflit. L'interception d'un cargo grec rempli d'armes qui ravitaillait les combattants somalis corrobore cette assertion.

L'Arabie Saoudite, qui se veut la Rome de l'islam, a bien souvent payé pour orienter la politique de Mogadiscio. Ainsi elle était présente dans le secteur clé de l'enseignement.

Par ailleurs, l'Egypte est le seul pays à avoir laissé sa mission diplomatique sur place alors que les combats faisaient rage à Mogadiscio. Ce fait n'est certainement pas le fruit du hasard.

Enfin, l'Ethiopie et le Kenya s'intéressaient de près à la situation interne de ce pays et ne sauraient par conséquent s'accommoder d'une situation pouvant amener la victoire d'un camp dont les objectifs affichés seraient incompatibles avec leurs intérêts respectifs.

Aussi et malgré une prédominance clanique, les acteurs extérieurs ont pu tirer quelques ficelles et partant accentuer les clivages entre les parties prenantes au conflit, sans aller pour autant jusqu'à l'intervention militaire directe. Ainsi on pourrait conclure que l'intervention extérieure dépend largement des propensions des acteurs intérieurs d'où le caractère primordial de l'homme qui est favorable ou non à de telle ingérence.

3. Les représentations.

31. Connaissance des populations.

311. Les clans.

Malgré une apparente homogénéité ethnique et religieuse à l'échelon national, la société somalienne, comme toutes les sociétés, se divise en classes sociales, catégories socioprofessionnelles, groupes urbains ou ruraux.

Sa spécificité est surtout une organisation clanique ou tribale (les 2 termes seront considérés comme synonymes). Il n'est pas de somalien qui ne se considère pas comme membre d'un clan. Les clans sont des groupes dont l'origine remonte à plusieurs générations et qui revendiquent traditionnellement certains territoires pour garantir leur développement. Les chefs de clan détiennent un pouvoir considérable et leur influence a perduré même après l'indépendance du pays en juillet 1960.

Le régime instauré par Siad Barre en 1969 a instauré le parti unique et a tenté d'unifier les clans autour de l'idée de Nation Somalienne dont le symbole est le drapeau national à 5 branches. Cependant sa politique a lancé dans les plus grandes difficultés la Somalie. La guerre contre l'Ethiopie en 1977 et 1978 à propos de l'Ogaden a provoqué l'afflux de centaines de milliers de réfugiés qui a modifié notablement la répartition démographique des clans.

A la fin des années 1980, à mesure que la situation économique, sociale et politique se détériorait, le clanisme traditionnel s'est renforcé jusqu'à menacer l'unité de la Somalie en luttant contre le pouvoir central afin de le renverser.

Ces clans appartiennent aux 3 familles principales que sont les *Issaks* au nord, les *Hawiyé* au centre et les *Ogaden* au sud.

312. La lutte entre les clans.

Les circonstances de la chute de S. Barre ont porté en germe le conflit somalien des années 1990.

Derniers arrivés dans la lutte armée contre le pouvoir en 1990 et originaires du centre, les *Hawiyé*, se trouvent logiquement en première ligne pour la prise de la capitale Mogadiscio. Ils donnent les premiers une dimension militaire aux émeutes sociales qui éclatent à Mogadiscio. Leur mouvement, le *Congrès de la Somalie Unifiée* (USC) emporte ainsi une victoire facile contre le régime.

Cette victoire frustre les autres clans et notamment les *Issaks*, dont le bras armé, le *Mouvement national Somalien* (MNS) combat activement depuis plus de 4 ans dans les régions du nord de Hargeisa et Berbera. Cette frustration trouve son expression politique en mai 1991 lorsque le MNS déclare unilatéralement l'indépendance du nord en créant la république du Somaliland avec pour capital Hargeisa. Le somaliland est approximativement inclus dans les mêmes frontières de l'ancienne Somalie Britannique.

Parallèlement à l'indépendance du Somaliland, les *Hawiyé* s'efforcent d'imposer leur loi à Mogadiscio et dans le sud. Dans cette dernière région, ils s'opposent aux *Ogaden* et à leur *mouvement patriotique Somalien* (SPK) dirigé par le colonel Omar Cheiss et à un autre clan du sud, celui des *Arod*.

Ainsi a commencé le dépeçage d'un pays constitué d'une seule ethnie parlant une même langue et composée presque exclusivement de musulmans sunnites.

313. La lutte au sein des clans.

Mais les oppositions ne se limitent pas aux conflits entre les clans. Des dissensions existent parfois au sein d'un même clan. Ainsi, dans la capitale 2 composantes de l'USC s'affrontent. L'une, les *Habr Gedir* dirigée par *Ali MAhdi Mohamed* et l'autre, les *Abgal* par le *général Mohamed Farah Aidid*. Leurs affrontements en 1991 et 1992 aurait fait plusieurs milliers de morts.

Nous constatons donc une permanence des oppositions entre clans qui se double de luttes internes. Des alliances de circonstances se font et se défont en se référant à des querelles anciennes, à des intérêts immédiats et parfois contradictoires. A des alliances se succèdent des périodes de conflits annonçant de nouvelles ententes.

32. Facteurs influençant les représentations.

321. La prédominance des clans.

L'emprise tribale en Somalie échappe à tout système structuré. Lorsqu'un somalien pense au mot tribu, il fait référence à son "rer" c'est à dire à la famille élargie qui est la seule référence de son existence; les autres ne sont rien pour lui.

Le dicton suivant illustre parfaitement le mode de pensée du somalien par rapport à sa tribu : "*moi et ma tribu contre l'autre tribu, moi et mon "rer" contre l'autre "rer", mon frère et moi contre les autres et moi contre mon frère.*"

Avec une telle philosophie de l'existence l'appel à la violence est vite le seul recours efficace pour régler ses différends. La lutte entre les clans est la règle illustrée par la pratique du "prix du sang" qui tient une place essentielle dans le *kser* qui est la loi traditionnelle somali.

L'occupation européenne (française, britannique et italienne) a réduit, grâce à un pouvoir central fort, les conflits entre clans mais n'a pas pu éradiquer les *chiftas*, ces raids violents de bandes armées afin de contrôler les pâturages saisonniers et les points d'eau capitaux pour toutes ces tribus nomades.

Avec la généralisation des armes à feu, avec la dislocation du mode de vie traditionnel et les difficultés économiques, les luttes entre clans ont recouvré l'aspect du simple banditisme dont le pillage est devenu le mode d'expression préférentiel.

322. Le rôle des chefs.

La déliquescence du pouvoir central et les difficultés d'approvisionnement alimentaire ont amené les chefs de clan à réagir. Le contrôle des trafics d'armes, du *khat* (amphétamine naturelle qui se mâche longuement et provoque une sensation de bien-être) et de l'aide alimentaire devient un enjeu primordial pour survivre. En outre, le jeu traditionnel de règlement des conflits est perturbé par les "*mooryans*". Ces jeunes "désocialisés", sans foi ni loi, se joignent aux combattants de leur clan lors d'opérations importantes mais n'hésitent pas, pendant les périodes de calme, à se livrer à des exactions particulièrement violentes contre n'importe qui pour dérober vivres et armement.

Dans ces conditions, la survie du clan dépend des capacités du chef à faire face à une telle situation. C'est l'insécurité qui le pousse dans l'engrenage de la violence. Le chef n'est pas autoproclamé et ne s'impose pas à sa tribu. Il est l'émanation de la tribu qui s'identifie à lui. C'est pour cette raison que s'attaquer au chef de tribu n'aurait qu'un faible résultat. En effet, si cela arrivait, un autre guerrier le remplacerait aussitôt. Ainsi, lorsque le très contesté (par les pays occidentaux) général Aïdid a été tué, c'est son fils qui a pris le flambeau à la tête de son clan.

Les membres du clan, très marqués par l'importance du "*rer*", s'imprègnent sans hésitation de la décision du chef et participent activement à la lutte contre "tous les autres". La culture guerrière des Somaliens et leur cruauté au combat est une tradition qui les a rendu très solidaires. Pour illustrer cette solidarité on peut donner l'exemple des tireurs d'élite qui s'abritaient derrière les femmes et les enfants qui étaient consentants. Les clans ont compris que les forces de l'ONU ne tireraient jamais sur les femmes et les enfants et en ont déduit des attitudes voire des modes d'action dans le combat en zone urbaine. Les femmes pouvaient être encore plus impliquées dans l'action en allant récupérer des armes laissées sur la voie publique par les combattants somaliens blessés.

Ainsi, on peut conclure, sans apparaître excessif, à une parfaite adéquation entre les décisions du chef et la volonté des membres du clan. Résumer ces derniers à de simples "manipulés" est une idée réductrice de la réalité qui ne s'adapte pas au cas de la Somalie.

323. Les médias.

Décidée sous la pression des médias, entamée sous les projecteurs des télévisions du monde entier, l'intervention en Somalie a fini par devenir un fardeau lourd à porter pour ces mêmes médias. En effet après avoir envahi les écrans et les journaux jusqu'à l'excès, la Somalie n'est plus traitée qu'au travers de quelques dépêches aussi brèves qu'ignorées.

La grande erreur des médias a été de croire qu'il était possible de traiter dans l'immédiat un problème qui aurait dû l'être dans la durée.

Mais l'influence des médias sur les Somaliens a été assez faible. Les clans ne se situaient pas sur le plan de la communication médiatique. Certes, ils en ont joué pour accroître l'aide humanitaire mais n'y ont jamais accordé une importance majeure car leurs conflits étaient strictement internes et avaient leur propre logique à laquelle les médias n'y entendaient pas grand chose.

33. Les représentations.

Nous avons pu avoir les témoignages de deux participants directs à l'intervention en Somalie. Il s'agit du colonel James Sikes qui commandait le premier bataillon américain qui a débarqué en Somalie et du colonel de Saqui de Sannes, chef du corps du 5^e Régiment Interarmes d'Outre-mer prépositionné à Djibouti et qui est intervenu à deux reprises en Somalie. Il est remarquable de constater que leurs analyses du conflit, effectuées sans aucune concertation et exposées ci-dessous, convergent en tout point.

Trois caractéristiques ont été mis en évidence.

1/ Avant tout les raisons profondes des combats entre les clans ont pour unique objectif de prendre le pouvoir à Mogadiscio.

Cette tentation du pouvoir n'a pas pour objet d'imposer sa loi aux autres clans mais simplement de se mettre en position de force pour des négociations ultérieures. En effet, il est exclu qu'un clan puisse dominer tous les autres et l'erreur majeure de Siad Barre aura été de ne pas avoir partagé le pouvoir et d'avoir installé un régime où le népotisme le plus excessif avait été installé en système de gouvernement.

2/ Le conflit était strictement interne à la Somalie et aucune intervention extérieure militaire n'a été constatée. Le moteur de ce conflit était la guerre clanique qui s'appuyait sur des différends anciens, voire très anciens, et jamais résolus. Ils sont réapparus au grand jour à cette occasion paroxystique.

3/ Le soutien de la population était inconditionnel et sans faille. L'appartenance au clan n'est jamais remise en question car elle est la condition de la survie physique. Aussi, la population participait aux actions de combat et l'on peut dire qu'elle manoeuvrait comme une véritable troupe disciplinée. Cette discipline d'autant plus forte que le rapport à la mort dans la culture somalienne est fortement admise avec fatalité et résignation.

Nous constatons pour conclure cette partie sur les représentations que le conflit somalien présente des caractéristiques uniques qui contredisent la thèse d'une population leurrée par les dirigeants et manipulée au profit d'intérêts qui ne les concernent pas.

L'organisation clanique ou tribale de la société amène une unicité d'intérêts, une unicité de comportement car la survie individuelle passe inévitablement par la survie du groupe. Le clan n'est pas un instrument pour le chef car il en fait partie intégrante. Le chef n'est en réalité que l'instrument du clan. C'est ce dernier qui aura toujours le dernier mot.

Cet équilibre entre les clans aura été fragilisé par l'égarement du pouvoir central (C. Barre) en des rêves unitaires prématurés, et aura résulté en son rejet. On peut dès lors imaginer qu'une solution de paix aurait nécessité la reconstruction d'un pouvoir central adapté à cette structure clanique, prenant en compte la culture profonde de cette société, en lieu et place des structures démocratiques proposées.

CONCLUSION.

Sans une connaissance particulière de l'Afrique, les deux conflits ruandais et somalien pouvaient être abordés sur un pied d'égalité car mettant en jeu deux sociétés de type agraire, aux développements modestes et comparables. L'analyse que nous venons de mener conduit pourtant à bien les différencier.

Le Ruanda, au niveau des représentations, nous présente un conflit essentiellement politique, pour lequel le génocide s'est déclenché sous l'effet d'une peur panique. Pourtant, le facteur déterminant est une crise grave de la terre, le Ruanda se révélant trop petit pour accueillir et subvenir aux besoins d'une population à l'expansion galopante. La responsabilité des acteurs extérieurs, la Belgique principalement, est également fortement engagée. On est donc en présence d'un décalage important entre représentations et facteurs fondamentaux: les ruandais se sont battus pour des motifs qui ne sont pas les raisons profondes du conflit.

Pour la Somalie, la situation est différente. Représentations et facteurs fondamentaux sont similaires, quand l'influence extérieure est faible. La cause essentielle du conflit est la recherche du pouvoir, raison qui a poussé également les Somaliens dans la bataille. L'explication de cette similitude se trouve probablement dans les rapports de l'individu et du clan, et dans l'approche « culturelle » de régler ses affaires et ses différends, la même à tous les niveaux de la société.

A partir de cette analyse placée sous un éclairage représentation - facteurs fondamentaux - influence extérieure, il est difficile de tirer une conclusion, généralisée à l'ensemble des conflits actuels. Deux conflits représentent un échantillon trop maigre. Néanmoins, le fait que le résultat soit différent sur ces deux exemples est en lui même intéressant: un décalage entre représentations et facteurs fondamentaux peut exister, les individus pouvant donc perdre de vue les raisons essentielles de leur malheur.

Il serait cependant intéressant de pousser plus loin la réflexion. Au Ruanda, l'intervention extérieure de l'ONU avec la mise en place de la MINUAR, a certes été un échec, mais sans le retrait des troupes les jours suivants l'assassinat du président Habyarimana, l'efficacité de l'intervention aurait peut-être été tout autre. Par contre, il semble bien qu'en Somalie, aucune solution durable ne pouvait être trouvée dans une intervention extérieure. La question est alors posée: faut-il identifier un décalage entre les représentations que les individus se font d'un conflit et les raisons fondamentales de celui-ci pour qu'une intervention extérieure ait une chance de réussite ?

Il n'est pas possible de répondre à cette question sans une étude approfondie d'autres conflits menée selon le même schéma. Il serait même indispensable de compléter les données recueillies sur le Ruanda et la Somalie par des témoignages de terrain et la rencontre in-situ d'acteurs, afin de s'assurer de la validité des représentations présentées dans ces pages et issue d'une vision peut être tronquée par les filtres que représentent des témoignages rapportés. Il est certain qu'une telle démarche ne serait pas réalisable dans le contexte actuel du CID, tout au moins pour ces conflits africains. Mais pourquoi ne pas imaginer des groupes de recherches, disposant d'un emploi du temps aménagé, lancés sur des régions beaucoup plus accessibles ?

Sans attendre les résultats de telles enquêtes, les données exposées tout au long de ces pages permettent de retirer une idée importante dans la recherche de la prévention des guerres. Il est une cause externe qui gardera toujours une influence prépondérante sur les représentations : celle de la propagande. Ceci est particulièrement évident dans le cas du Ruanda avec le rôle joué par la radio des mille collines. Cette idée ne représente en rien une découverte ! Elle a déjà été maintes fois débattue. Cependant, elle présente des caractéristiques intéressantes dans la quête du maintien de la paix. Pourquoi les Nations Unies n'imagineraient-

elles pas une stratégie médiatique afin de contrer ce genre de propagande de haine ? Pourquoi ne pas imaginer une force de radio diffusion d'urgence , susceptible d'être déployée rapidement, en tout lieu, afin que les populations aient autre chose à entendre que les mensonges de leur gouvernement ? S'abstenir de développer une telle stratégie est inexcusable, d'autant qu'elle paraît simple et peut onéreuse à mettre en oeuvre.

Cette proposition débouche sur une autre question qui nous brûle les lèvres : comment se fait-il qu'une action internationale soit si longue à se mettre en place ? Pourquoi faut-il attendre, bien souvent, que le mal soit déjà fait et que ce soit sous la pression des médias, qu'un processus d'interposition soit lancé ?

Il nous paraît évident que les indicateurs de crise existent. Il y a des personnes dont c'est le métier et qui sont répartis sur la totalité du globe : ambassadeurs, analystes, coopérants, etc... Le cas du Ruanda est d'ailleurs révélateur : ce n'est pas un problème d'indicateurs manquants qui a retenu une intervention internationale. Ceux-ci étaient évidents (voire la radio des Mille Collines)! Encore fallait-il vouloir les écouter...Car le problème est bien là : les gouvernements n'acceptent de voir la réalité (autrement dit d'écouter ce que les spécialistes savent) que quand leurs intérêts (vitaux) sont touchés. Ainsi, quelques Koweïtis ont-ils beaucoup plus de valeur que des centaines de milliers de Ruandais. Ainsi en va-t-il également de l'ONU. Dans cette réalité du monde actuel, qui peut paraître très pessimiste mais qui nous semble la réalité, il faut absolument innover dans la façon d'éviter la guerre et sortir des sentiers battus. Notre société étant une société de profit dans laquelle tout s'achète, pourquoi ne pas essayer avec la paix ? Est-il complètement farfelu d'imaginer un jour la création de « sociétés de paix » à charte internationale, chacune étant assignée à quelque région du globe ? On pourrait imaginer un système de primes à la paix, le profit de ces sociétés reposant sur leur capacité à limiter la guerre dans leur région. Le rôle des Nations Unies serait alors juste de s'assurer du respect de règles à établir pour mener à bien ces missions particulières de maintien de la paix. Si personne, ni gouvernements, ni ONU, ne veut réagir, il faut bien trouver quelqu'un pour le faire rapidement avant qu'il ne soit trop tard. Et s'il faut créer la motivation artificiellement par l'argent, pourquoi pas ? Il faut néanmoins s'assurer que suffisamment de barrières peuvent être mises en place pour éviter dérapages et bavures, sans entraver l'initiative.

Certes, cette proposition peut représenter une solution, ou tout au moins une approche nouvelle, mais elle ne répond pas à la question fondamentale suivante : de même que le droit (ou le devoir) d'ingérence humanitaire est aujourd'hui admis, le droit d'ingérence médiatique et militaire ne doit-il pas être affirmé ? Si l'on veut que quelqu'un intervienne, il faut bien lui en donner les moyens. Ceci ne peut être obtenu qu'au nom du développement d'une conscience universelle dont, après tout, l'ONU est la gardienne désignée. A elle, donc, de donner le signal du départ d'une nouvelle forme de maintien de la paix car elle seule présente une légitimité suffisante pour en tracer la voie.

Bibliographie.

- C. Braeckman : *Ruanda, histoire d'un génocide.*
G. Prunier : *Eléments pour une histoire du Front Patriotique Ruandais.*
F. Reyntjens : *L'Afrique des Grands lacs en crise. Ruanda, Burundi : 1988-1994.*
F. Bart : *Montagnes d'Afrique, terres paysannes. Le cas du Ruanda.*
JC. Ruffin : *Les cahiers de l'ONU, le Ruanda.*
S. Smith : *Somalie: guerre perdue de l'humanitaire.*
A. et H. Toffler : *Guerre et contre-guerre.*

Filmographie.

La Cinquième : *Le sens de l'Histoire : « Ruanda, l'histoire qui mène au génocide ».*

Personnalités ayant témoigné pour l'étude.

Ruanda:

- Cdt Saint-Quentin, stagiaire CSEM, ayant séjourné 3 ans au Ruanda avant et pendant les événements de 94.
- Général Fruchard, chef de la cellule « Relations avec l'Afrique » auprès du Ministre de la Défense, de 90 à 93.
- Monsieur JC. Ruffin, ancien de Médecins Sans Frontière, ancien conseiller auprès du Ministre de la Défense, M. Léotard, pour les affaires humanitaires.

Somalie:

- Col James Sikes, commandant le Premier Bataillon américain en Somalie en 93.
- Col Saqui de Sannes, chef de corps, en 93-94, du 5ème Régiment Interarmes d'Outre-mer prépositionné à Djibouti.

Fiche de synthèse.

Pourquoi les hommes se battent-ils aujourd'hui ? Placée sous l'éclairage de deux conflits, le Ruanda et la Somalie, cette question a été abordée sous trois plans: les déterminants fondamentaux, la géopolitique et les représentations. Les déterminants fondamentaux constituent les causes profondes des conflits. Ils sont nourris par une étude approfondie de l'histoire, de la société, de la politique et de l'économie, étude qui peut être qualifiée de factuelle. Le second plan se place à la périphérie : il concerne les intervenants extérieurs via la géopolitique. Enfin, le troisième plan est celui de l'individu. Il concerne l'idée qu'il se fait du conflit : c'est le plan de « la représentation », qui s'inscrit plus dans le domaine de la sensibilité. Il s'agit en fait des raisons qui poussent l'homme à se battre, à prendre les armes et à descendre dans l'arène.

Cette classification apporte un éclairage nouveau qui peut permettre d'identifier certains décalages entre déterminants fondamentaux et représentations. En effet, si les conflits reposent sur les facteurs fondamentaux et si ce sont eux qu'il faut résoudre pour assainir la situation, ce sont bien les représentations qu'il faut combattre pour arrêter les combats.

Pourquoi alors ces deux théâtres ? Le choix du Ruanda et de la Somalie a été fait dans un souci d'accès aux témoignages, témoignages d'acteurs afin d'appréhender au mieux les représentations, et témoignages d'experts afin de déterminer les facteurs fondamentaux.

Le Ruanda.

On retiendra, d'un point de vue factuel, que le territoire dont disposait cette région n'était plus à la mesure de son dynamisme démographique et que la pression sur la terre s'était accrue dramatiquement, puis qu'un groupe humain, dont certains des membres exerçaient un monopole sur le pouvoir politique s'est retrouvé défié et menacé dans l'exercice de ce pouvoir par un mouvement armé fondé sur un autre groupe humain. Incapables de vaincre militairement, se refusant à partager politiquement le pouvoir, les représentants du groupe majoritaire ont alors froidement tenté d'annihiler la base civile des minoritaires armés qui les menaçaient. Certes, cette explosion est la résultante d'une crise globale, à la fois sociale, économique et politique. Mais le **déterminant fondamental** du conflit n'est ni ethnique, ni politique, il est **territorial**.

Les responsabilités extérieures reposent essentiellement sur les épaules de la Belgique qui, certes s'est appuyée sur le mandat de tutelle donné par l'ONU, mais a provoqué, en appuyant la révolte Hutu de 1959, la rupture d'un équilibre politique, social et ethnique. Quelles qu'en soient les raisons, bonnes ou mauvaises, cet événement aura déclenché la destabilisation de la «Suisse de l'Afrique».

En termes de **représentations**, il apparaît que la violence a d'abord comme fondement des raisons **politiques** : actions d'opposition vis à vis d'un gouvernement affaibli, riposte de celui-ci par une politique d'assassinats programmés, mais aussi lutte armée contre un « envahisseur » ou contre un régime à renverser. Elle prend ensuite la forme d'une **peur panique**, attisée par propagande gouvernementale, la diffusion de messages sanguinaires et les actions destructrices des milices, puis la peur d'être reconnu comme acteur des massacres et où le salut passe par l'extermination pour ne pas être exterminé à son tour.

La Somalie.

La société somalienne est composée de multiples familles, clans et sous-clans qui veulent tous avoir une part de pouvoir, non pour éliminer les autres, mais pour pouvoir favoriser les siens. L'écroulement du système démocratique (imposé par les organismes internationaux) et l'avènement au pouvoir d'un dictateur ne pouvait conduire, dans un premier temps, qu'à la domination de son clan sur les autres, puis à la rébellion des autres et au chaos

généralisé que nous connaissons actuellement. La crise a bien comme **déterminant fondamental la quête du pouvoir**.

Par contre, l'intervention extérieure n'a eu que peu d'effets et n'a, en fait, qu'attisé des querelles existantes.

Quant aux **représentations**, le conflit somalien présente des caractéristiques uniques qui contredisent la thèse d'une population leurrée par les dirigeants et manipulée au profit d'intérêts qui ne les concernent pas. L'organisation clanique ou tribale de la société amène une unicité d'intérêts, une unicité de comportement car la survie individuelle passe inévitablement par la survie du groupe. Si les Somaliens ont pris les armes, c'est également pour **la recherche du pouvoir**, pour placer le clan à la tête du pays et en tirer les avantages.

Sans une connaissance particulière de l'Afrique, les deux conflits ruandais et somalien pouvaient être abordés sur un pied d'égalité car mettant en jeu deux sociétés de type agraire, aux développements modestes et comparables. L'analyse que nous venons de mener conduit pourtant à bien les différencier.

Le Ruanda, au niveau des représentations, nous présente un conflit essentiellement politique, pour lequel le génocide s'est déclenché sous l'effet d'une peur panique. Pourtant, le facteur déterminant était une crise grave de la terre. On est donc en présence d'un décalage important entre représentations et facteurs fondamentaux : les ruandais se sont battus pour des motifs qui ne sont pas les raisons profondes du conflit.

Pour la Somalie, la situation est différente. Représentations et facteurs fondamentaux sont similaires. La cause essentielle du conflit est la recherche du pouvoir, raison qui a poussé également les Somaliens dans la bataille. L'explication de cette similitude se trouve probablement dans les rapports de l'individu et du clan, et dans l'approche « culturelle » de régler ses affaires et ses différends, la même à tous les niveaux de la société.

A partir de cette analyse, il est difficile de tirer une conclusion, généralisée à l'ensemble des conflits actuels. Deux constituent un échantillon trop maigre. Néanmoins, le fait que le résultat soit différent sur ces deux exemples est en lui même intéressant : un décalage entre représentations et facteurs fondamentaux peut exister, les individus pouvant donc perdre de vue les raisons essentielles de leur malheur.

Il serait cependant intéressant de pousser plus loin la réflexion. Au Ruanda, l'intervention extérieure de l'ONU avec la mise en place de la MINUAR, a certes été un échec, mais sans le retrait des troupes les jours suivants l'assassinat du président Habyarimana, l'efficacité de l'intervention aurait peut-être été tout autre. Par contre, il semble bien qu'en Somalie, aucune solution durable ne pouvait être trouvée dans une intervention extérieure. La question est alors posée : faut-il identifier un décalage entre les représentations que les individus se font d'un conflit et les raisons fondamentales de celui-ci pour qu'une intervention extérieure ait une chance de réussite ?

S'il n'est pas possible de répondre avec ces seules données, il nous paraît cependant essentiel pour espérer voir des interventions de maintien de la paix opérer efficacement, de légitimer le droit d'ingérence médiatique et militaire, comme le droit d'ingérence humanitaire semble aujourd'hui admis. Ceci ne peut être obtenu qu'au nom du développement d'une conscience universelle dont, après tout, l'ONU est la gardienne désignée. Il serait alors possible d'imaginer au moins des manoeuvres de contre propagande par des forces spécialisées de l'ONU afin de permettre aux populations de garder la tête froide, ou au mieux, de nouvelles formes d'interventions, peut être « privatisées » : ce qui semble faire défaut aujourd'hui étant l'absence de motivation des états à réagir suffisamment vite, pourquoi ne pas utiliser l'argent pour motiver des entreprises privées, qui se spécialiseraient dans la prévention des conflits et seraient rémunérées par leurs résultats d'absence de guerres ?